

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Entretien de mares et plans d'eau »
« NC_MLH7_PE01 »
du territoire « MEL – enjeu Zones humides »
Campagne 2018

Opération(s) mobilisée(s) : LINEA_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

➤ La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces microzones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

➤ L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion.
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

➤ Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 € par mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Variable locale :
p6 = 2

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité **doivent être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à cette mesure n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans cette mesure **les mares et plans d'eau** de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinanceur au niveau de la mesure.

Les mares et plans d'eau éligibles à la présente mesure doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- utilisées ou non pour l'abreuvement du bétail, à vocation paysagère ou agricole,
- localisées sur terrain naturel,
- d'une taille minimale de 10 m² (0,1 are),
- d'une taille maximale de 1000 m² (10 ares),
- d'une profondeur inférieure à 2 mètres,
- Les mares de chasse (comportant une hutte de chasse) et les parcs à canard ne sont pas éligibles.

Seules les mares et plans d'eau présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicoles peuvent faire l'objet d'un financement par cette mesure. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau dont la finalité serait piscicole ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de cette mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé. Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1^{er} juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale

Réalisation des interventions pendant la période du 1er Septembre et le 31 Octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. REGLES SPECIFIQUES A LA MESURE

Cahier d'enregistrement des interventions :

Pour chaque mare ou plan d'eau engagé dans la mesure, l'enregistrement devra comporter les points suivants :

- **Identification de l'élément engagé** : n° de l'îlot, parcelle, partie ou groupe de parcelle(s) telle que localisé sur les RPG de la déclaration de surfaces,
- **Interventions** : dates, type d'interventions, matériel et localisation,
- **Traitements phytosanitaires** : date, produit, quantités (0, hors traitements localisés).

Plan de gestion :

Vous devez faire établir un plan de gestion des mares que vous souhaitez engager. Le plan de gestion précise vos obligations. Il sera établi par une structure agréée (*Sur le territoire à enjeu zones humides, ces diagnostics pourront être réalisés dans le cadre d'une étude spécifique porté*

par le service trame verte et bleue ou directement par le service espaces naturels métropolitains de la Métropole Européenne de Lille), sur la base d'un diagnostic initial de ces éléments :

Modalités générales :

- Interdiction d'introduire des espèces animales ou végétales sur les bergers et dans la mare ou le plan d'eau.
- Interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier).
- Exportation des résidus de fauche obligatoire.
- Méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.).

Liste des espèces envahissantes visées : Myriophylle du Brésil, Jussie, Pistia stratiotes, Elodée de Nuttall, etc.

Description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants est interdit), période de destruction, outils à utiliser : **à définir dans le plan de gestion.**

- Désherbage chimique interdit.
- Interdiction d'épandre des produits phytosanitaires et des fertilisants à moins de 5 m.
- Dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur d'accès autorisé). Pour limiter l'accès, pose de clôtures à au moins 1,5 m de la mare ou du plan d'eau. Il sera possible d'installer une pompe de prairie pour satisfaire l'abreuvement des animaux.

Modalités d'entretien de la mare :

- Dans les 5 années, 2 fauches de débroussaillage obligatoires. Premier entretien à réaliser au plus tard en année 3. L'entretien annuel de la mare est autorisé si défini dans le plan de gestion.
- A chaque fauche, maintenir une zone refuge non fauchée en bordure de mare (proportion à définir dans le plan de gestion, 1/3 de bordure non fauchée maximum).
- La fauche pourra être manuelle, effectuée à la débrousailluse thermique ou mécanique, réalisée par fauche sur les berges, avec exportation des végétaux obligatoire. Ne faucher la végétation aquatique que si celle-ci devient envahissante.
- Si besoin défini dans le plan de gestion, procéder à un curage partiel ou total de la mare en année 1 ou 2.
- Si besoin défini dans le plan de gestion, créer des pentes douces, d'environ 30°, sur au minimum la moitié du périmètre et de préférence sur l'ensemble du périmètre de façon à avoir un profil de la mare en V, en accord avec le plan de gestion à définir.
- Dates d'intervention autorisées : entre le 15 août (1^{er} septembre recommandé) et le 31 octobre (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens).